

Non aux violences envers les familles des bidonvilles !

Category: Anti-racisme, immigration

écrit par jmfouquer | 15 juin 2014

Nous rejetons les violences faites aux familles des bidonvilles par l'Etat, soutenons les personnes expulsées et partageons les préoccupations de la déclaration ci-dessous de l'ASEFRR.

Nous serons présent-e-s à la Marche pour les Droits, samedi 28 juin 2014 à partir de 14h, à l'appel des familles concernées, avec un soutien inter-associatif et citoyen. Elle partira de Grigny et de Corbeil pour converger, via la RN7, vers la Préfecture d'Evry où elle se terminera par un rassemblement avec prises de parole. »

Fardi Bennaï, Félicien Breton, Benoît Géraud pour le collectif « égalité des droits » de Ensemble !

DECLARATION de l'ASEFRR

Non aux violences envers les familles des bidonvilles !

Non à la politique du « bouc-émissaire », au climat de haine et de violences racistes décomplexées qui favorisent le recul généralisé des droits à la source des progrès de l'extrême-droite !

Nous avons la responsabilité de choisir et le pouvoir de décider de ce que sera l'avenir !

Du 27 mai au 2 Juin 2014, plus d'une dizaine de bidonvilles a été évacuée, à Corbeil-Essonnes et Villebon-sur-Yvette dans l'Essonne. D'autres expulsions sont en cours de préparation dans le département. A chaque fois, les solutions ne sont qu'habillages : préparées par un diagnostic social bâclé, elles sont proposées dans la précipitation au moment des expulsions, elles ne sont jamais adaptées à la réalité des besoins des familles.

La violence déployée par le gouvernement, comme le harcèlement policier prolongé par adhésion ou défaillance par la plupart

des élus locaux, amènent les familles à partir avant le jour J. Contraignant des centaines de personnes, dont beaucoup de familles accompagnées d'enfants en bas âge terrorisés et de vieillards malades jetés à la rue, à chercher un nouveau refuge encore plus précaire. Ces évacuations réduisent à néant les efforts courageux des familles, et l'accompagnement social, médical, scolaire mené par les bénévoles des associations et les collectifs locaux.

Les responsables politiques se doivent de mettre fin à ce cercle vicieux qui détruit et décourage tous les efforts d'insertion. Ces évacuations ne font que déplacer un peu plus loin ces familles, qui reconstruisent leurs abris dans des villes limitrophes après avoir perdu la plupart de leurs maigres biens.

Nous disons non à cette politique de rejet et de discriminations envers les familles pauvres d'origine « rom »... Et nous nous indignons contre l'affirmation selon laquelle « les Roms ont vocation à rester en Roumanie ou à y retourner ». Il s'agit là véritablement de racisme. L'histoire a montré à quels drames cela peut conduire. Elle a également montré à quoi servait la fabrication de boucs-émissaires, et comment cela finit. Ce climat autorise et banalise la propagation d'actes racistes au quotidien envers les « Etrangers », généralement pauvres. La montée du racisme durant les campagnes électorales, et particulièrement la dernière, doit nous dicter notre devoir ! A chacune des époques, face à la barbarie, à l'esclavagisme, au colonialisme, au nazisme, à l'apartheid, des femmes et des hommes se sont levés pour dire non !

Assez du mépris des droits humains, assez des déclarations et des actes à caractère raciste, comme le sont les destructions de bidonvilles sans solution préalable. Le déni des droits sociaux, pour les Roms et des millions d'autres citoyen-ne-s, c'est ce qui alimente la montée des idées de l'extrême-droite en France et en Europe.

Les familles roms que nous connaissons, en Essonne et ailleurs, veulent sortir de cette misère, en finir avec cette

« vie » en bidonvilles, ou dans la rue. Leurs luttes sont les nôtres : celles de la dignité, du droit au travail, au logement, à l'éducation, à la santé, celles pour une autre Europe. Il s'agit là d'un combat et d'un enjeu démocratique essentiel : l'égalité réelle des droits pour toutes et pour tous.

L'ASEFRR appelle depuis plusieurs années à la mise en place d'une table ronde départementale ou régionale avec l'ensemble des acteurs, afin de co-construire des solutions pour la prise en charge immédiate de ces familles et pour rendre possible leur accès aux dispositifs de droit commun.

Nous appelons toutes les citoyennes et tous les citoyens de l'Essonne, qui comprennent que ce qu'on fait contre une minorité est aussi fait contre tous, à se mobiliser dans les jours à venir pour soutenir les familles « roms » vivant dans notre département à dire ensemble :

- égalité des droits et justice pour toutes et tous !
- stop aux expulsions sans relogement, aux discriminations qui bafouent les droits humains !